

Voici ce que vous pouvez faire (de diffèrent de la grève du sexe) pour lutter contre les lois anti-avortement draconiennes

15 mai 2019 Par Emma Gray, Journaliste cheffe pour les questions des femmes, HuffPost

https://www.huffpost.com/entry/how-to-help-abortion-ban-alabama-georgia-ohio_n_5cdc4c0ae4b066205c604b17?ncid=newsltushpmgnews_Politics_051519

L'idée de grève du sexe d'Alyssa Milano n'a pas marché, mais elle a révélé ce qui est à l'origine des lois restrictives contre l'avortement : une attaque législative coordonnée contre la vie des femmes.

Les militants anti-avortement et les législateurs en ont après *Roe v. Wade* [*Roe v. Wade*, 410 U.S. 113 est un arrêt historique rendu par la Cour suprême des États-Unis en 1973 sur la question de la constitutionnalité des lois qui criminalisent ou restreignent l'accès à l'avortement NdT] et depuis cette semaine, ils en sont de plus en plus proches. Mardi soir, le Sénat de l'Alabama (presque exclusivement masculin) a voté en faveur d'une interdiction quasi totale et draconienne de l'avortement, sans même une exception en cas de viol ou d'inceste, et dont le décret attend maintenant la signature du Gouverneur de l'Alabama Gov Kay Ivey (Républicain). Si Ivey signe, cela deviendra la loi sur l'avortement la plus restrictive du pays, faisant suite aux projets de loi adoptés récemment en Géorgie et en Ohio qui interdisent l'avortement après six semaines de grossesse.

Rien que l'année dernière, 15 États ont adopté 27 nouvelles restrictions sur l'avortement et la planification familiale. Et le but ultime de bon nombre des rédacteurs de ces lois, et des interdictions d'avortement adoptées en Ohio, en Géorgie et en Alabama, est d'utiliser la législation de l'État pour faire invalider *Roe c. Wade* par la Cour suprême, celle-ci étant actuellement en faveur des conservateurs.



Pour être clair, il ne s'agit pas là d'un objectif qui aurait été pressenti par les progressistes, c'est un objectif que les législateurs ont clairement énoncé dans leurs attendus.

"Il est important que nous adoptions cette loi d'interdiction de l'avortement à l'échelle de l'État et que nous entreprenions un effort bien trop attendu pour contester directement Roe c. Wade ", a déclaré la semaine dernière le lieutenant Gouverneur de l'Alabama, Will Ainsworth (Républicain) [Le lieutenant-gouverneur de l'Alabama (en anglais : *Lieutenant Governor of Alabama*) est, après le gouverneur, le deuxième personnage de la branche exécutive de l'État américain de l'Alabama. NdT]

Voici la terrible vérité : interdire l'avortement, c'est restreindre la liberté, l'autonomie, la mobilité, la sexualité et l'autodétermination des femmes. Des lois comme celles qui ont été adoptées en Géorgie, au Mississippi et en Alabama - des lois qui font complètement l'impasse sur tout ce qui pourrait réduire le recours à l'avortement, comme une éducation sexuelle de base, l'accès au contrôle des naissances et l'amélioration des services sociaux pour les parents et les enfants - constituent, littéralement, une attaque contre la vie des femmes.

Même, et alors, que l'arrêt Roe v. Wade est toujours en vigueur, les femmes aux États-Unis font déjà face à des mesures punitives pour avoir donné naissance à des enfants mort-nés, sous le prétexte qu'elles auraient pris des abortifs ou en mettant un terme à leur grossesse par inadvertance. Quand l'avortement devient illégal, les avortements ne disparaissent pas - tout simplement les femmes souffrent .



Associated Press Des manifestants se rassemblent devant le Capitole de l'État de Géorgie après la signature, le 7 mai 2019, du projet de loi limitant l'avortement en Géorgie.

Comme l'a dit la présidente d'Emily's List, Stephanie Schrock, dans une déclaration mercredi matin : "La menace contre les droits des femmes n'est pas théorique. C'est ici, c'est réel, et ça a des conséquences désastreuses pour les femmes et les familles américaines." [La liste EMILY ou EMILY's List est un comité d'action politique aux États-Unis qui a pour but l'aide à l'élection de femmes progressistes pro-choix. Elle fut fondée par Ellen Malcolm en 1984 NdT]

Alors, qu'est-ce qu'on fait à ce sujet, si ce n'est crier dans le désert ou faire vœu de célibat dans une tentative malavisée de combattre la législation qui limite l'autonomie corporelle des femmes et les punit pour avoir eu des rapports sexuels non procréatifs tout faisant serment d'éviter ces derniers ? (#SexStrike, on t'a à l'oeil.) [SexStrike = grève du sexe NdT]

Faites un don à des fonds pour l'avortement et autres organismes locaux similaires.

La façon la plus simple et la plus efficace d'utiliser votre argent pour faire reculer ces lois anti-avortement liberticides est de faire des dons à des fonds pour l'avortement. Ces fonds sont de véritables réserves d'argent destinées aux femmes qui désirent avorter. Ils peuvent être utilisés pour couvrir non seulement l'acte lui-même, mais aussi les frais de déplacement et d'hébergement.

Au niveau national, vous pouvez faire un don au *Réseau national des fonds pour l'avortement*.

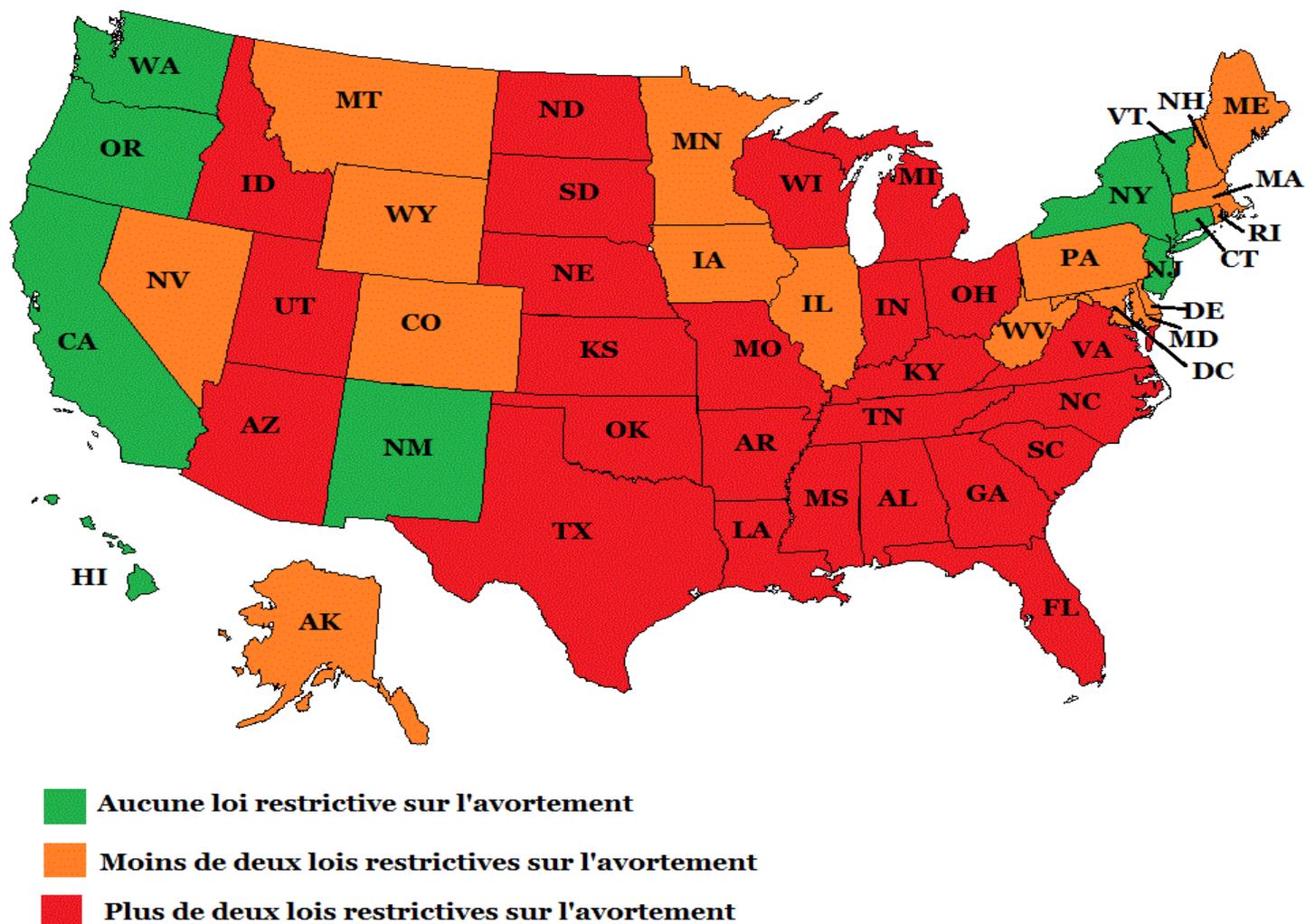
Si vous voulez être sûr que vos dons iront plus précisément aux femmes souhaitant un avortement en Alabama, faites un don directement au *Yellowhammer Fund*.

Pour l'Ohio, faites un don à *Women Have Options*, qui finance non seulement ce qui a trait à l'avortement, mais aussi l'accès à la contraception et à la contraception d'urgence.

Pour le Mississippi, adressez vos dons au *Mississippi Reproductive Freedom Fund*, qui fournit également une contraception d'urgence gratuite et un soutien à l'éducation sexuelle communautaire de base.

Pour la Géorgie, faites un don au *Fonds pour les Femmes dans le besoin*.

Soutenez les cliniques privées en donnant de votre temps et de votre argent.



Bien que l'avortement soit toujours légal dans la totalité des 50 États des États Unis, l'accès à l'avortement est de plus en plus difficile à faire respecter. En janvier 2019, huit États - l'Arkansas, la Virginie-Occidentale, le Kentucky, le Mississippi, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Wyoming et le Missouri - n'avaient plus qu'un seul prestataire, et plus nombreux encore sont les états qui comptent moins de cinq cliniques dont les portes sont encore ouvertes.

Il n'y en a plus que trois en Alabama : *Alabama Women's Center for Reproductive Alternatives*, *Reproductive Health Services de Montgomery* et *West Alabama Women's Center*, ces deux derniers centres ont précisé à l'HuffPost que celles et ceux qui souhaitent adresser des dons devraient les adresser au *Yellowhammer Fund*.

Si vous avez du temps que vous êtes prêt à vous investir dans cette cause, songez à devenir bénévole clinique. (Si vous êtes dans la région de Montgomery, P.O.W.E.E.R. House est un bon endroit pour commencer.)

Vous pouvez trouver une clinique dans votre région par l'intermédiaire de la Fédération nationale pour l'avortement.

Soutenez les candidats qui s'engageront pour protéger les droits à l'avortement tant au niveau de l'État qu'au niveau local.

// Tweet <https://twitter.com/amandalitman> mattie kahn@mattiekahn

[Je viens de faire un don mensuel à @runforsomething, ne serait-ce que pour ressentir un peu moins que ce pays devient de plus en plus impitoyable et incontrôlable. Toi aussi, tu le peux.

✓@amandalitman Amanda Litman

Je veux mener des campagnes de recrutement massives en Alabama et en Géorgie, en particulier contre les connards qui ont voté pour ces lois monstrueuses. Aidez à financer tout ça. 3:52 AM 15 mai 2019

Amanda Litman est co-fondatrice de Runforsomething NdT]]

Mattie Kahn est auteure et éditrice et écrit pour ELLE et Glamour entre autres NdT]

Il est important de garder à l'esprit que ces lois ne surgissent pas de nulle part. Voilà des années que le Parti républicain s'efforce de faire élire en masse des représentants anti-avortement au sein des assemblées législatives des États.

Que ce soit Amanda Litman, cofondatrice et directrice exécutive de Run for Something, ou Christina Reynolds, vice-présidente des communications pour Emily's List, toutes deux ont déclaré à l'HuffPost que les progressistes concentrent souvent leurs efforts sur les courses aux élections fédérales (qui sont, bien sûr, importantes !) au détriment des courses pour les élections locales et d'État. Et ce sont maintenant, ces assemblées législatives étatiques et locales qui prennent des décisions qui affectent directement la vie de millions de femmes.

L'activisme est essentiel, mais au bout du compte, s'il n'y a pas d'opposants qui permettraient aux électeurs de faire un choix, alors cela ne sert à rien. (Amanda Litman, cofondatrice et directrice générale de Run for Something)

Litman et Reynolds ont toutes deux insisté sur la nécessité de recruter et de soutenir les candidats (et plus particulièrement les candidates) qui se présenteront à ces sièges locaux et d'État. Mais la construction d'un pipeline prend du temps - et de l'argent.

"Nous devons forcer ces mecs (et ce sont surtout des mecs) à justifier leurs votes ", a déclaré Litman, dont l'organisation soutient spécifiquement les jeunes candidats progressistes au niveau local. "L'activisme est essentiel, mais en fin de compte, s'il n'y a pas d'adversaire que les électeurs pourraient choisir, alors cela ne servira à rien. Ils n'auront pas peur pour leur emploi, donc ils ne changeront pas leurs comportements. Nous devons recruter des femmes remarquablement progressistes et pro-choix pour se présenter dans ces districts. Qu'elles gagnent ou non, elles demanderont des comptes aux titulaires actuels, les obligeront à faire campagne et les forceront à dépenser leur argent."

Litman a fait le serment que chaque don pour Run for Something " servirait à recruter des progressistes pour se présenter aux élections en Alabama, en Géorgie, et dans tous les autres États où nos valeurs sont en jeu ". Vous pouvez faire un don à Run For Something ici et à Emily's List ici.

Parlez, parlez, parlez plus fort. (Messieurs - ça veut dire vous aussi les hommes!)

Là, cela peut paraître moins tangible, mais l'histoire montre que les mouvements politiques et les manifestations publiques peuvent générer du changement. Alors, faites entendre vos positions et vos témoignages.

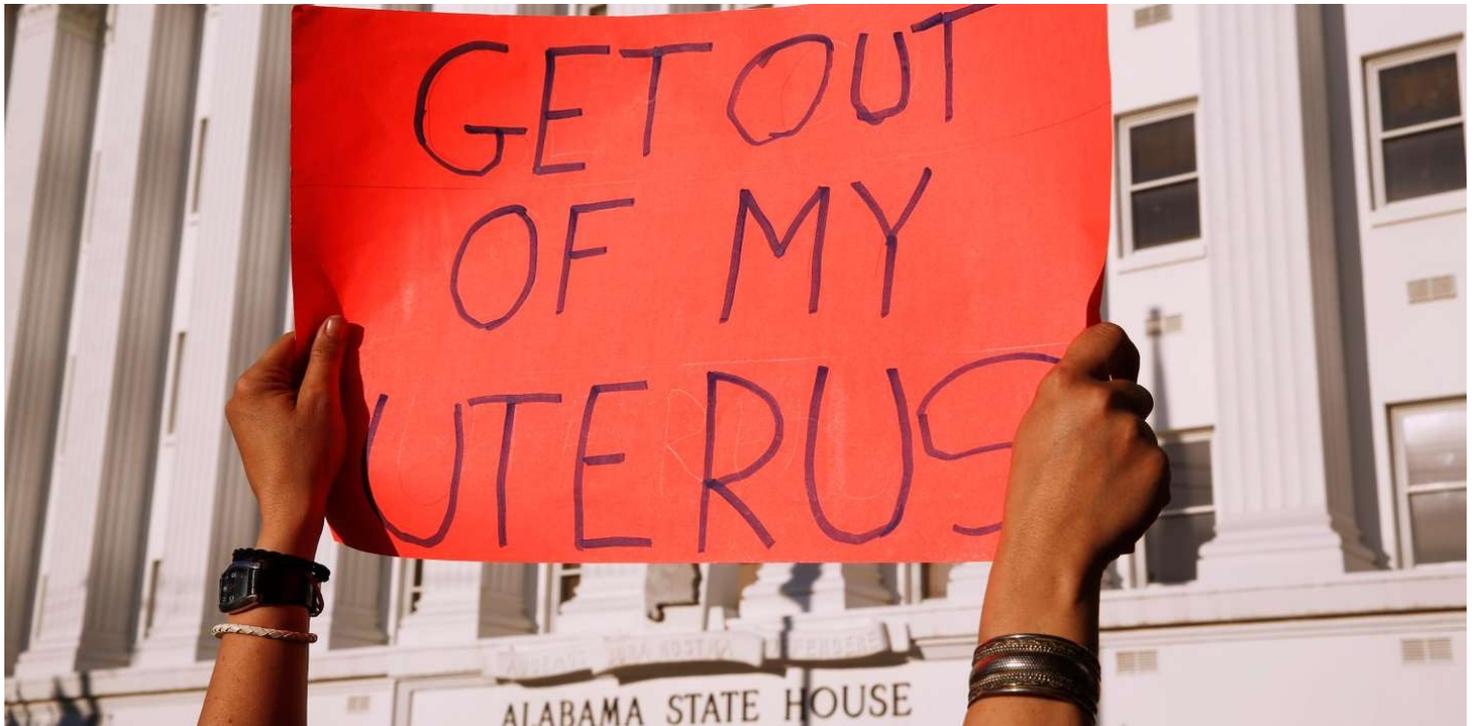
"Les projets de loi en Géorgie et en Alabama qui menacent les droits reproductifs des femmes et criminalisent l'avortement représentent le point culminant d'une vague de projets de loi régressifs visant à contrôler le corps et les droits reproductifs des femmes ", a déclaré Carmen Perez, directrice générale du Gathering for Justice. "Les femmes de notre mouvement de résistance doivent appeler leurs représentants pour leur demander si ils soutiennent les lois qui cherchent à faire reculer Roe v. Wade."

Et bien que l'on parle souvent de l'avortement comme d'une "question de femmes", ces lois ont un impact sur tout le monde. Alors, les mecs, il est temps pour vous aussi d'élever la voix.

TWEET <https://twitter.com/MichaelSkolnik>

*[Messieurs, nous ne devons pas nous taire.
Nous devons lutter pour les droits des femmes.
Elles ne devraient pas avoir à se battre seules.
Il faut qu'on soit là aussi. NdT]*

Vous pouvez descendre dans les rues, entrer dans les capitales des États et manifester. Vous pouvez inonder les bureaux des élus d'appels téléphoniques et de courriels. (Vous pouvez joindre le bureau d'Ivey ici.) Vous pouvez raconter votre histoire sur les médias sociaux ou à vos amis ou aux membres de votre famille.



"C'est à nous de faire en sorte que les électeurs et les électrices comprennent bien ce que représentent ces lois et à quel point la menace est réelle ", a déclaré Reynolds. "Nous pouvons aider en vérifiant les mensonges de Trump [sur l'avortement] et en partageant les histoires des femmes et des familles qui premières concernées, comprennent les problèmes qui découlent de ces interdictions et restrictions."